

**Guide méthodologique**

**Utilisation des états nationaux spécifiques relatifs aux cantons de retraite professionnelle supplémentaire durant la période transitoire (FR.28.01)**

Les tableaux de l’état FR.28.01 sont à renseigner par les organismes d’assurance concernés en fonction de leur activité en application de l’instruction de l’ACPR n°2016-I-16 relative à la transmission à l’Autorité du contrôle prudentiel et de résolution de documents prudentiels annuels. Les organismes relevant de l’instruction 2018-I-16 ne sont pas concernés.

Les montants monétaires sont exprimés en euros.

**Contexte général sur les dispositions transitoires :**

**Article L352-4 du code des assurances**

Pour les entreprises d'assurance exerçant les opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14, l'évaluation de leur solvabilité s'effectue, jusqu'au 31 décembre 2022, selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'État.

**Article R352-28 du code des assurances**

I.- Au cours de la période transitoire mentionnée à l'article L. 352-4, le capital de solvabilité requis mentionné à l'article L. 352-1 est calculé en prenant en considération tous les risques quantifiables auxquels est exposée l'entreprise, à l'exception des risques relatifs aux opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14 , à l'article L. 222-3 du code de la mutualité et à l' article L. 932-40 du code de la sécurité sociale pour lesquelles il est établi une ou plusieurs comptabilités auxiliaires d'affectation conformément à l' article L. 143-4 du code des assurances , à l' article L. 222-6 du code de la mutualité et à l' article L. 932-43 du code de la sécurité sociale . Pour chacune des comptabilités auxiliaires d'affectation relatives à ces opérations, il est calculé une exigence minimale de marge, conformément aux dispositions du titre III du livre III en vigueur au 31 décembre 2015.

Pour chacune des comptabilités auxiliaires d'affectation relatives à des opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14 du code des assurances, à l' article L. 222-3 du code de la mutualité et à l' article L. 932-40 du code de la sécurité sociale , la marge de solvabilité est égale à la différence entre la contre-valeur des actifs affectés aux contrats relevant de cette comptabilité auxiliaire d'affectation, évaluée selon les dispositions des articles R. 343-9 et R. 343-10 lorsqu'il s'agit d'engagements exprimés en euros, selon les dispositions des articles R. 343-13 lorsqu'il s'agit d'engagements exprimés en unités de compte et selon les dispositions des articles R. 343-11 et R. 343-12 lorsqu'il s'agit d'engagements donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification, et le montant des engagements faisant l'objet de cette comptabilité auxiliaire d'affectation, sous réserve de l'application des dispositions prévues à l' article L. 143-5 du code des assurances , à l' article L. 222-7 du code de la mutualité et à l' article L. 932-44 du code de la sécurité sociale , et complétée, le cas échéant, par les éléments énumérés au III du R. 334-11 du code des assurances , et dans les conditions mentionnées par cet article .

II.- Au cours de la période transitoire mentionnée à l'article L. 352-4, la solvabilité des entreprises exerçant des opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14 du code des assurances, à l’article L. 222-3 du code de la mutualité et à l’article L. 932-40 du code de la sécurité sociale est égale à la différence entre :

a) La somme de la ou des marges de solvabilité des opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14 , à l'article L. 222-3 du code de la mutualité et à l' article L. 932-40 du code de la sécurité sociale , constituées pour chaque comptabilité auxiliaire d'affectation selon les modalités du second alinéa du I du présent article, et des fonds propres éligibles de l'entreprise pour l'ensemble de ces autres opérations, calculés selon les dispositions de la section 3 du chapitre III du titre V du livre III du présent code ; et

b) La somme de la ou des exigences minimales de marge des opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14, à l'article L. 222-3 du code de la mutualité et à l'article L. 932-40 du code de la sécurité sociale et du capital de solvabilité requis au titre de l'ensemble des autres opérations de l'entreprise.

III.- Aux fins du contrôle de l'application des dispositions prévues aux I et II, les différentes comptabilités auxiliaires d'affectation relatives aux opérations mentionnées aux articles L. 143-1 et L. 310-14 , à l'article L. 222-3 du code de la mutualité et à l' article L. 932-40 du code de la sécurité sociale et la solvabilité des entreprises exerçant ce type d'opérations font l'objet d'une transmission d'informations à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sous la forme d'états quantitatifs spécifiques dont le format est défini par l'Autorité

# Point complémentaire sur la représentation des engagements privilégiés :

Des règles de dispersion spécifiques s’appliquent aux cantons RPS d’après les articles R.342-10 et suivants du Code des assurances, qui disposent :

* *« Art. R. 342-11. - Rapporté au montant total des engagements faisant l’objet de la comptabilité auxiliaire d’affectation, l’ensemble des valeurs émises, prêts obtenus ou garantis et dépôts placés auprès des organismes d’un même groupe au sens de l’article L. 356-1 et admis en représentation de ces engagements réglementés ne peut dépasser 10 %.*
* *« Art. R. 342-12. - Les organismes d’assurance peuvent, à concurrence de 30 % de leurs engagements relatifs à chaque comptabilité mentionnée à l’article L. 143-4 du présent code ou à l’article L. 222-6 du code de la mutualité ou à l’article L. 932-43 du code de la sécurité sociale le cas échéant, ne pas couvrir ceux-ci par des actifs congruents.*

**Description des états :**

L'objectif des états est de mettre en évidence :

* L’application des règles de représentation des engagements privilégiés sur le canton, en application des dispositions applicables du code.
* L’application des règles en matière d’exigences de marge et d’éléments constitutifs sur le canton.

Quatre états sont ainsi applicables :

* Le premier état « ETAT canton RPS - REPRESENTATION DES ENGAGEMENTS PRIVILEGIES » présente les passifs réglementés et les actifs admis en regard, en application des dispositions des articles R. 342-11 et R. 342-12 du code des assurances*.*
* Le deuxième état « ETAT CANTON RPS EXIGENCE DE MARGE - FRACTION CALCULEE SELON LES REGLES VIE-CAPI » présente l’exigence de marge au titre des activités d’assurance vie calculée en application des dispositions de l’article R352-28 du code des assurances.
* Le troisième état « ETAT CANTON RPS EXIGENCE DE MARGE - FRACTION CALCULEE SELON LES REGLES NON-VIE » présente l’exigence de marge au titre des activités d’assurance non-vie calculée en application des dispositions de l’article R352-28 du code des assurances.

Cet état ne sera à remplir qu’en cas d’engagements non vie dans le canton.

* Le quatrième état « ETAT CANTON RPS EXIGENCE DE MARGE - ELEMENTS CONSTITUTIFS » présente les éléments constitutifs de la couverture de marge en application des dispositions de l’article R352-28 du code des assurances.

Sur cet état, les cellules a priori non applicables sont indiquées en grisé. L’admission des plus-values latentes devra faire l’objet d’une demande d’approbation auprès de l’ACPR au titre de l’article R.334-11 du Code des assurances.

Sur l’ensemble de ces états, les montants doivent être portés pour leur valeur absolue. Les signes présents dans les formules ont été établis afin que les montants saisis soient toujours positifs, sauf lorsqu’ils sont de signes opposés à ceux prévus.

En termes pratiques, en application de l’instruction 2016-I-17, ces états nationaux étant par nature temporaires, **ils sont à remettre sous EXCEL et non en XBRL.**

**Maquettes de FR.28.01**

|  |  |
| --- | --- |
| FR.28.01 ETAT canton RPS -- REPRESENTATION DES ENGAGEMENTS PRIVILEGIES |  |
|  |  |
|  |  |
|  | TOTAL |
|  |  |
| PROVISIONS MATHEMATIQUES |  |
| PROVISION POUR PARTICIPATION AUX BENEFICES |  |
| RESERVE DE CAPITALISATION |  |
| PROVISION DE GESTION |  |
| PROVISION POUR RISQUE D'EXIGIBILITE |  |
| PROVISION POUR FRAIS D'ACQUISITION REPORTES |  |
| PROVISION DE DIVERSIFICATION |  |
| PROVISION COLLECTIVE DE DIVERSIFICATION DIFFEREE |  |
| AUTRES ENGAGEMENTS |  |
| TOTAL DES PASSIFS REGLEMENTES |  |
| TOTAL ACTIFS (AVANT ECRETEMENT) |  |
| ECRETEMENT AU MOTIF DE R342-11 |  |
| ECRETEMENT AU MOTIF DE R342-12 |  |
| TOTAL ACTIFS ADMIS |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| FR.28.01 ETAT CANTON RPS - FRACTION CALCULEE SELON LES REGLES VIE-CAPI |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| NOM DU CANTON |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | ASSIETTE BRUTE DE CESSIONS C1 | ASSIETTE NETTE DE CESSIONS C2 | RAPPORT DE RETENTION C3 = C2/C1 | Tx min  C4 | Taux  C5 = max (C3,C4) | Coeff.  C6 | RESULTAT C7 = C1 x C5 x C6 |
| I Vie-Décès,Nuptial.,Natalité |  |  |  |  |  |  |  |
| Provisions mathématiques |  |  |  |  |  |  |  |
| Capitaux sous risques ( a1+ a2 + a3 ) |  |  |  |  |  |  |  |
| (a1) Tout sauf temp.<=5 ans |  |  |  |  |  |  |  |
| (a2) Tempor. décès 3-5 ans |  |  |  |  |  |  |  |
| (a3) Tempor. décès <=3 ans |  |  |  |  |  |  |  |
| II Sociétés à forme tontinière |  |  |  |  |  |  |  |
| Avoirs des associations |  |  |  |  |  |  |  |
| III Capi.(hors U.C.), Sté épargne |  |  |  |  |  |  |  |
| Provisions mathématiques |  |  |  |  |  |  |  |
| IV Vie et capi. en U.C. |  |  |  |  |  |  |  |
| Provisions mathématiques (a1 + a2) |  |  |  |  |  |  |  |
| (a1) Avec risque de placement |  |  |  |  |  |  |  |
| (a2) Sans risque de placement, > 5ans |  |  |  |  |  |  |  |
| Capitaux sous risque non négatifs |  |  |  |  |  |  |  |
| V Gestion de fonds collectifs |  |  |  |  |  |  |  |
| Fonds gérés (a1 + a2) |  |  |  |  |  |  |  |
| (a1) Avec risque de placement |  |  |  |  |  |  |  |
| (a2) Sans risque de placement, > 5 ans |  |  |  |  |  |  |  |
| VI Opérations collect. L 441-1 |  |  |  |  |  |  |  |
| (a) Prov. math. théorique nette (R. 441-21) |  |  |  |  |  |  |  |
| PMT (R. 441-21) avant cessions |  |  |  |  |  |  |  |
| (b) 85% x PMT avant cessions |  |  |  |  |  |  |  |
| max((a), (b)) |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| EXIGENCE M ( I +II +III +IV +V +VI ) |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| FR.28.01 ETAT CANTON RPS - FRACTION CALCULEE SELON LES REGLES NON-VIE |  |  |  |  |  |
| NOM DU CANTON |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Affaires directes C1 | Branches 11,12,13 C2 | Acceptations  C3 | Assiette brute C4 =  C1+50%xC2+C3 | Assiette x Taux C4 X C5 |
| I Par rapport primes, avant réass. |  |  |  |  |  |
| PRIMES EMISES |  |  |  |  |  |
| PRIMES ACQUISES |  |  |  |  |  |
| MONTANT LE PLUS ELEVE |  |  |  |  |  |
| SEUIL CHANGEMENT DE TRANCHE |  |  |  |  |  |
| PART < SEUIL x 18% |  |  |  |  |  |
| PART > SEUIL x 16% |  |  |  |  |  |
| TOTAL (a1) |  |  |  |  |  |
| II Par rapport sin., avant réass. |  |  |  |  |  |
| SINISTRES PAYES PERIODE DE REF. |  |  |  |  |  |
| + PROV. POUR SIN. FIN PERIODE |  |  |  |  |  |
| - PROV. POUR SIN. DEBUT PERIODE |  |  |  |  |  |
| = CHARGE DE SIN. PERIODE REF. |  |  |  |  |  |
| DUREE DE LA PERIODE DE REFERENCE |  |  |  |  |  |
| MOYENNE ANNUELLE |  |  |  |  |  |
| SEUIL CHANGEMENT DE TRANCHE |  |  |  |  |  |
| PART < SEUIL x 26% |  |  |  |  |  |
| PART > SEUIL x 23% |  |  |  |  |  |
| TOTAL (a2) |  |  |  |  |  |
| III Influence de la réassurance, coefficient c | Brute C1 | Nette C2 | Rap. rétention C3 = C2/C1 | Taux min C4 | Coeff.c = max(C3,C4) |
| CHARGE DE SINISTRES SUR 3 ANS |  |  |  |  |  |
| IV Taux d'évolution des PSAP, coefficient alpha | Début exe N C1 | Fin exe N C2 | Evolution C3 = C2/C1 | Taux max C4 | Coeff alpha = min(C3,C4) |
| PROV. SAP NETTES DE CESSIONS |  |  |  |  |  |
| RECAPITULATIF | PREMIER RESULTAT A (a1 x coeff c) | SECOND RESULTAT B (a2 x coeff c) | EXIGENCE MIN. EXE. PREC. C | C x coeff alpha | EXIGENCE M =max(A,B, C x alpha) |
| EXIGENCE M |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| FR.28.01 ETAT CANTON RPS - ELEMENTS CONSTITUTIFS |  |  |  |
|  |  |  |  |
| NOM DU CANTON |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | FRACTION NON-VIE | FRACTION VIE | TOTAL |
| EXIGENCE MINIMALE DE MARGE |  |  |  |
|  |  |  |  |
| ELEMENTS CONSTITUTIFS (= A + B + C) |  |  |  |
| CAP. VERSE/FONDS ETAB.CONST./SIEGE |  |  |  |
| RESERVES NON ENGAG./PRIMES CAPITAL |  |  |  |
| REPORT A NOUVEAU APRES AFFECTATION |  |  |  |
| EMPRUNTS FONDS SOCIAL COMPLEM. |  |  |  |
| -ACTIONS PROPRES |  |  |  |
| -FRAIS D'ACQUISITION NON ADMIS |  |  |  |
| -ELEMENTS INCORPORELS AU BILAN |  |  |  |
| TOTAL A |  |  |  |
| TITRES OU EMPRUNTS SUBORDONNES |  |  |  |
| A DUREE INDETERMINEE |  |  |  |
| A DUREE DETERMINEE |  |  |  |
| COTISATION R423-16 NON UTILISEE |  |  |  |
| TOTAL B |  |  |  |
| 1/2 CAP.NON V./EMP.FONDS ET.A REMB. |  |  |  |
| 1/2 RAPPEL DE COTIS. VARIABLES |  |  |  |
| PLUS-VALUES LAT. ACTIF |  |  |  |
| PLUS-VALUES LAT. PASSIF NON EXCEPT |  |  |  |
| PLUS-VALUES NETTES SUR IFT |  |  |  |
| BENEFICES FUTURS |  |  |  |
| (a) BENEFICE ANNUEL ESTIME |  |  |  |
| (b) DUREE RESID. MOY. (MAX 6 ANS) |  |  |  |
| BEN. FUTURS (a) x (b) x 0,5 |  |  |  |
| TOTAL C |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **FONDS DE GARANTIE** | TIERS EXIG. MINIMALE | MINIMUM ABSOLU | FONDS DE GARANTIE |
| TIERS DE L'EXIGENCE MINIMALE |  |  |  |
| CAUTIONNEMENT INITIAL |  |  |  |